

Ce mardi 5 novembre 2019, Madame le ministre de l'Economie Numérique et de la Prospective a offert un déjeuner aux patrons de la presse digitale à l'Hotel MAEVA. Nous y reviendrons dans le numéro de demain. **La rédaction !**



MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 06 NOVEMBRE 2019

487

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



FSD-IBK

La rupture et l'escalade



FAMAs : Vers la banalisation de la tuerie massive



Attaques djihadistes au nord du Mali : Les populations sont en colère

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Une	FSD-IBK: La rupture et l'escalade	P.4
Brèves	Présidence de la République : IBK limoge Tiégoum Boubeye Maiga	P.10
	Forum des femmes chefs d'entreprise : Des femmes prêtent à relever le défi	P.10
	Police Nationale : Menaces du DG à certains chefs de service	P.11
	Dialogue national inclusif : Le Haut Conseil à la manœuvre	P.11
	Prétendue destruction de deux hélicoptères de l'armée malienne : Serge Daniel se défend 11	P.11
	Discours du président IBK à la nation : Aboubacar Sidick Fomba réagit	P.12
Actualité	FAMAs : Vers la banalisation de la tuerie massive	P.14
	Florence Parly en tournée au Sahel : «Notre engagement commun à lutter contre les groupes terroristes ne doit pas faiblir»	P.16
	Attaques djihadistes au nord du Mali : Les populations sont en colère	P.17
Politique	ATTENTAT A LA CREDIBILITE DU CSDM : Qui veut saboter une organisation aussi importante pour la diaspora ?	P.18
	Conflits communautaires et paix sociale : Comment engager la jeunesse dans la recherche de solutions durables ?	P.19
	Ahmed Mohamed Ag Hamani : «Aucune initiative heureuse n'est à négliger pour sauver le Mali»	P.21
Culture & société	Artisanat malien : Le syndicat interpelle le département de tutelle	P.24
International	3eme mandat : Condé, Macky et Ouattara à l'épreuve du feu	P.25
	France : Le procès d'un réseau de prostitution de jeunes Nigérianes débute à Lyon	P.26
Sport	Football : Le Bayern Munich limoge son entraîneur Niko Kovac	P.27
	Championnat : Résultats de la 6e Journée et suites des programmes	P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.10



P.16



P.21





FSD-IBK : La rupture et l'escalade

Après les élections présidentielles de 2018, le Font pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) que préside Soumaila Cissé avec de grosses pointures de l'opposition comme Maître Mountaga Tall, Choguel Kokala Maïga, Konimba Sidibé, Nouhoum Sarr, Aboubacar Abdou Touré, Souleymane Koné et de nombreux autres chefs de partis, des organisations de la Société civile ou de personnalités. Tiebilé Dramé avant de retourner sa veste et de rejoindre la majorité en était porte-parole. Prenant en considération les souffrances des populations maliennes et la dégradation conti-

nue de la situation sécuritaire, le FSD a finalement reconnu Ibrahim Boubacar Keita comme Président de la République et a engagé un dialogue politique avec lui qui s'est révélé être un jeu de dupes. Une dizaine de rencontres avec Soumaila Cissé et d'autres responsables politiques n'ont pratiquement abouti à rien. Le fameux « Accord politique de Gouvernance » qui actait la trahison politique au sommet de l'Etat a finalement été qualifié « d'escroquerie politique » par Choguel K. Maïga. Quant au fumeux « Dialogue National Inclusif » mixé à toutes les sauces, il est devenu le mo-

nologue national entre amis sans l'opposition significative.

C'est dans ce contexte qu'intervient la Déclaration du FSD diffusée dans la soirée d'hier.

Le FSD, dans un document parvenu à notre rédaction indexe clairement la responsabilité du Président de la République Ibrahim Boubacar Keita dans la dégradation de la situation sécuritaire du Mali, la corruption et le détournement des moyens mis à la disposition de nos Forces de Défense et de Sécurité, le mauvais choix des hommes, la banalisation des milliers de morts. Péremptoire, la Déclaration affirme « **Sa responsabilité est pleine et entière : il a échoué sur tous les plans.** » et conclut « **Nous disons NON ÇA SUFFIT pour cette majorité silencieuse qui attend que nous lui montrions le chemin. Nous disons NON ÇA SUFFIT avec les veuves et les orphelins des atrocités quotidiennes au nord, au centre et ailleurs au Mali. Nous disons NON ÇA SUFFIT avec toutes les forces politiques et sociales engagées aujourd'hui au chevet de la mère-patrie auxquelles nous proposons de nous retrouver pour le Mali.**

Nous disons NON ÇA SUFFIT pour ne plus être la risée de nos voisins et de la communauté internationale. »

Le FSD promet alors de passer à l'action avec d'autres forces patriotiques.

■ **Moctar Sow**



DECLARATION DU FRONT POUR LA SAUVEGARDE DE LA DEMOCRATIE (FSD) SUR LA SITUATION SECURITAIRE AU MALI

Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), à l'instar de tout le peuple malien est réduit à une comptabilité macabre de nos soldats qui tombent régulièrement sous les attaques de groupes terroristes comme ce furent les cas à Dioura, à Mondoro, à Boulkessi ou plus récemment à Indelimane. Il en est de même, quotidiennement, d'innocentes victimes civiles.

Conscient de ses responsabilités, le FSD a toujours manifesté sa solidarité envers nos Forces de Défense et de Sécurité et sa compassion à l'endroit des familles et frères d'armes des soldats tombés sur le champ d'honneur.

L'union sacrée autour de nos Forces de Défense et de Sécurité, l'impérieuse nécessité de préserver et de renforcer le moral des troupes ont constitué notre seule ligne de conduite, notre crédo.

Nous continuerons à respecter ces règles de conduite même si l'évolution meurtrière de la situation sécuritaire dans notre pays nous impose aujourd'hui de nous assumer pleinement et de dénoncer la lourde et entière responsabilité du Président de la République et de son Gouvernement dans la gestion de la crise que notre pays connaît.

En effet, le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita est responsable de la dramatique situation du Mali.

La responsabilité du Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, c'est d'avoir nommé six ministres de la défense et presque autant de Chefs d'Etat-major des armées en six années dans un pays en guerre alors même qu'il savait que certains parmi eux ne pouvaient être à hauteur de mission ;

La responsabilité du Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, c'est d'avoir fermé les yeux et couvert des détournements de deniers publics à large échelle et à ciel ouvert sur les allocations budgétaires destinées à l'achat d'équipements et de matériels militaires ;

La responsabilité du Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, c'est de n'avoir rien entrepris pour enrayer la corruption qui règne en maître à tous les niveaux et en particulier au niveau de certains hauts gradés de nos Forces de Défense et de Sécurité ou de responsables politiques ou étatiques connus de tous ;

La responsabilité du Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, c'est de laisser des personnes sans qualité ni compétence gérer notre armée pour satisfaire des intérêts bassement mercantiles ;

La responsabilité du Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, c'est de banaliser la mort de milliers de victimes civiles et militaires, d'en cacher le nombre réel et par conséquent de briser le moral de la troupe et des familles ;

La responsabilité du Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, c'est l'absence d'un capitaine qui tient fermement la barre en eaux troubles, c'est d'avoir fait du Mali un avion sans pilote, c'est de préférer les voyages et les hôtels de luxe à l'exercice de ses missions et responsabilités au Mali.

Sa responsabilité est pleine et entière : il a échoué sur tous les plans.

Nous savons que la guerre qui nous est imposée n'est pas facile. Mais nous savons aussi que nous ne la remporterons jamais si la corruption, érigée en système de gouvernement nous empêche d'avoir une couverture aérienne performante et le minimum d'équipements pour l'engagement de nos troupes.

Maliennes, Maliens ;

Le prétendu « Dialogue National Inclusif », aux desseins inavoués, qui est en fait une véritable camisole de force, ne pourrait apporter aucune solution à ces problèmes existentiels pour notre pays.

Les Maliennes et les Maliens ont suffisamment encaissé. Le temps de dire NON ÇA SUFFIT est venu et nous le disons haut et fort. Mais nous ne le disons pas seul et pour nous seuls.

Nous disons NON ÇA SUFFIT pour cette majorité silencieuse qui attend que nous lui montrions le chemin. Nous disons NON ÇA SUFFIT avec les veuves et les orphelins des atrocités quotidiennes au nord, au centre et ailleurs au Mali. Nous disons NON ÇA SUFFIT avec toutes les forces politiques et sociales engagées aujourd'hui au chevet de la mère-patrie auxquelles nous proposons de nous retrouver pour le Mali.

Nous disons **NON ÇA SUFFIT** pour ne plus être la risée de nos voisins et de la communauté internationale.

Nous ne nous limiterons plus à dire, à dénoncer. Nous allons agir et nous entendons agir avec tous les patriotes aujourd'hui engagés pour la survie du Mali.

Vive les FAMa !

Vive le Mali !

Bamako, le 06 novembre 2019



Le Président

Honorable Soumaila Cissé
Grand Officier de l'Ordre National

Ibrahima Anne

Ce mardi, dans le 20h de la Rts, j'ai eu le toupet de vouloir compter le nombre de fois où le terme Pse est revenu dans les discours. N'en pouvant plus, je suis parti vaquer à mes occupations



Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

Fin du Dialogue National Inclusif aux États-Unis sous la houlette de son Excellence Mr NIMAGA, ambassadeur du Mali.

Les membres du CSDM-USA ont pleinement joué leur rôle lors des ateliers.

Bravo à la présidente Fatoumata DIARRA ainsi qu'à toute son équipe pour la grande mobilisation.

End of Inclusive National Dialogue in the United States, under the leadership of his excellency Mr. NIMAGA Ambassador of Mali.

The members of the CSDM-USA played their part fully in the workshops.

Congratulations to President Fatoumata DIARRA and to her entire team for Mali

Fatoumata Diarra



Banou Dicko

Ma mission a pris fin ce jour à mon poste d'attaché de Presse au Secrétariat général de la Présidence de la République. Chaque mission a une fin. Je suis reconnaissant et serait toujours reconnaissant au Président de la République Chef de l'Etat Son Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA un homme de paix et grand patriote. Également ma reconnaissance à la Première Dame KEÏTA Aminata Maiga, Présidente de l'ONG une vraie maman très humble et attentionnée envers les plus vulnérables. Je continuerai à servir le Mali et à soutenir SEM IBK.

Je remercie tous mes amis et collaborateurs de la presse nationale et internationale.

Vive le Mali en paix, apaisé et stable.

Encore une fois je renouvelle ma reconnaissance à IBK et à la Première Dame du Mali. Qu'Allah leur accorde santé, longévité et beaucoup de bonheur.

Bamako le 5 Novembre 2019

Mamadou Camara dit Madou's



Abdou Sow

Le Mali en deuil mais plus particulièrement la ville de Kati. Des jeunes partis à la fleur de l'âge en défendant la patrie. Le pays traverse une période difficile mais malgré tout ça des dirigeants et des officiers criminels détournent les fonds alloués à l'achat des



équipements adéquats pour les FAMA. Je jure même si vous échapperez à la justice malienne, vous ne échapperez pas à celle du bon Dieu. Qu'Allah bénisse le Mali!

Sekou Samassa

Validé ABD

Aliou Badara Diarra

Sans avions de combat digne de ce nom nous allons continuer à enterrer nos morts. Trop d'ameurisme ...



Manden Balla Toure

Au vu des articles 623 et 625 du C.P.P. la grève des maires (O.P.J. = privilège de Juridiction) se justifie - t - elle ?

"Question pour un juriste:

Le fait pour le pôle économique ne pas attendre l'arrêt de désignation de juridiction de la cour suprême dans la procédure contre le maire adama sangare qui de part ses fonctions à la qualité d'officier de police judiciaire entraîne -t- elle la nullité de la dite procédure?"

(Prof. Sekou Samassa)



Touré Abdoul Karim

Ce sont des enfants pauvres et sans autre issue qui ont été massacrés. L'armée dispose des canaux de recrutement de ces jeunes désœuvrés pour remplacer ceux qui ont été tués.

Les enfants de ces personnalités de tous bords qui parlent au nom du Mali n'ont aucun de leurs enfants dans cet enfer.

Les communiqués de condamnation se feront, les uns et les autres speculeront et la vie continue.

Vive la république du Mali

Ils disent se battre pour L'APR, mais ce combat est mené sans le Mali ni ses symboles et pourtant c'est au Mali.

Si l'accord ne passe pas, le Mali connaîtra plus de massacres que ceux passés.

La raison : tous les grands rendez vous sur le Mali qui ont permis de mobiliser des fonds, ont reçu comme invités d'honneur, des multinationales en ce qui concernent les ressources, des vendeurs d'armes pour la promotion des armes et les entreprises privées de sécurité de toutes sortes tous cachés derrière des nations.

Si l'accord passe, le Mali compromettra sa souveraineté nationale pour très longtemps.

La raison : une nation ne passe pas des accords dans lesquels, il cède l'essentiel de son territoire et tout ce qu'il contient. La trahison est interne. Nous assistons impuissamment à toutes sortes de théâtre sur notre propre sol et nous sommes sous pression pour céder une grande partie de notre territoire.



Bien sûr que vous êtes mendiants puisque tout ce que vous avez réussi c'est de vous nourrir du reste des autres que vous réclamez au cours de tous vos voyages.

Bien sûr que vous êtes mendiants, puisque vos premières préoccupations ont été de financer des milliards dans la restauration de votre demeure, acheter un avion pour faire le tour du monde dans le but de véhiculer l'image de ce Mali incapable de se tenir debout et qui a toujours besoin du concours des autres pour enfin tomber dans l'éternel recommencement en matière de corruption, de magouilles, pendant que l'essentiel de ses enfants meurent en silence faute d'éducation, de santé, de sécurité etc.

Bien sûr que vous êtes mendiants puisque même votre bracelet qui vous sert de montre est à coût de millions dans un pays en insécurité alimentaire ou les déplacés vivent sur les ordures dans la capitale. Bien sûr que vous êtes mendiants, parce qu'au-delà de tout le bruit sur le Mali envahi et avec tous les fonds alloués pour ces circonstances de guerre et d'occupation étrangère, tout ce dont le peuple malien bénéficie, ce sont des bruits de détournements de milliards, de surfacturations, de problème de traçabilité financière, bref tout ce qui est digne d'une organisation de gangsters composée d'individus qui ont prouvé qu'ils n'ont aucune considération pour la dignité humaine. Ce sont des intérêts et un jeu de duperie, ou les mensonges et les trahisons sont les règles.

L'histoire a une plus belle manière de placer certains individus sans gloire dans l'oubli....

Touré Abdoul Karim

Ibrahim Guindo

Pouaahhh...le BARCA de ce soir. Poussif...Une vaillante équipe du Slavia Prague...0 but par-tout.



Le renseignement est une des clés de cette crise sécuritaire au Mali. A la place des décideurs, j'injecterais 2 à 3 milliards cfa pour mettre à nu ce vaste complot. Des langues vont se délier tout de suite...Encore faudrait-il veiller à la bonne utilisation de cette manne. Ils sont tellement habitués à voler les deniers publics que quelqu'un va remplir sa panse béante sans fond...

Partout sur Facebook "immeubles en vente", "villas en vente" ... Qu'est-ce qui se passe ?

Je n'ai pas pu retenir mes larmes...54 âmes innocentes emportées...Mon DIEU.

Malick Konate

Décret portant nomination au secrétariat permanent du conseil de sécurité nationale.



Celui qui sera nommé à la place du jeune frère de #SBM - j'ai un petit conseil - il faut réouvrir les portes de koulouba. Nôte si tu fermes les portes... on l'ouvrira autrement. Ou bien Abdoulaye Kone Issa Kaba ?

Où en sommes-nous avec l'affaire d'engrais frelatés ? Monsieur le Procureur KASSOGUE, nous attendons impatiemment.

"Face aux attaques meurtrières récurrentes contre nos emprises, j'ai présidé la Session extraordinaire du Conseil Supérieur de la Défense Nationale et une réunion ad hoc avec la hiérarchie militaire, respectivement le 09 et 30 octobre 2019." #DiscoursIBK

Yaya Sangare

"Le djihadiste a été tué dans la nuit du 8 au 9 octobre sur le sol malien par les forces françaises en coordination avec les forces armées maliennes et un soutien américain". Florence Parly 2/2



Mamadou Ismaila KONATE

Libérez le Mali ou libérez vous du Mali ! «Le Mali poursuivra ainsi sa marche ...vers son ...objectif, un développement soutenable et du-



nable tel qu'attendu par ses laborieuses populations pour être à l'unisson des autres peuples dans leur quête commune de prospérité et de paix»

Mali : Le véritable sursaut incombe au chef de l'Etat : arrêtez d'alpaguer dans les oppositions ternes à l'issue de combinaison de couloirs sombres de sebenikoro : convenez avec de vrais leaders, signez et laissez gouverner sous le regard du peuple capable de sanctionner.

Ashley Leïla MAIGA

Pourquoi c'est le Président de la République qui signe le décret d'abrogation de la nomination d'un Conseiller technique de la Présidence?

Le Secrétaire général de la Présidence de la République n'aurait-il pas été en meilleure position pour cela? #Mali



Yacouba Issoufou PC

28.10 au 1er.11. 2019 #UNPOL-Gao: formation sur gestes d'intervention professionnelle au profit de 31 Agents des Forces de Sécurité Maliennes. L'objectif est de les amener à intervenir suivant le dynamisme et le professionnalisme dans le respect des droits de l'Homme.



1er 3.11.2019, #UNPOL-MINUSMA a participé à l'évènement culturelle « Bama Art » à Bamako pour présenter au public malien les activités menées en collaboration avec Forces de Sécurité Maliennes. Accent particulier a été mis sur le Concept de Police De Proximité, QIP et formations.



Mountaga TALL
@mountagatall

2/2 Déclaration du FSD sur les Tueries de masse #Mali :

Nous disons NON ÇA SUFFIT avec toutes les forces politiques et sociales engagées au chevet de la mère-patrie

Nous disons NON ÇA SUFFIT pour ne plus être la risée de nos voisins et de la communauté internationale.

SAMA

Transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Présidence de la République : IBK limoge Tiégom Boubeye Maiga

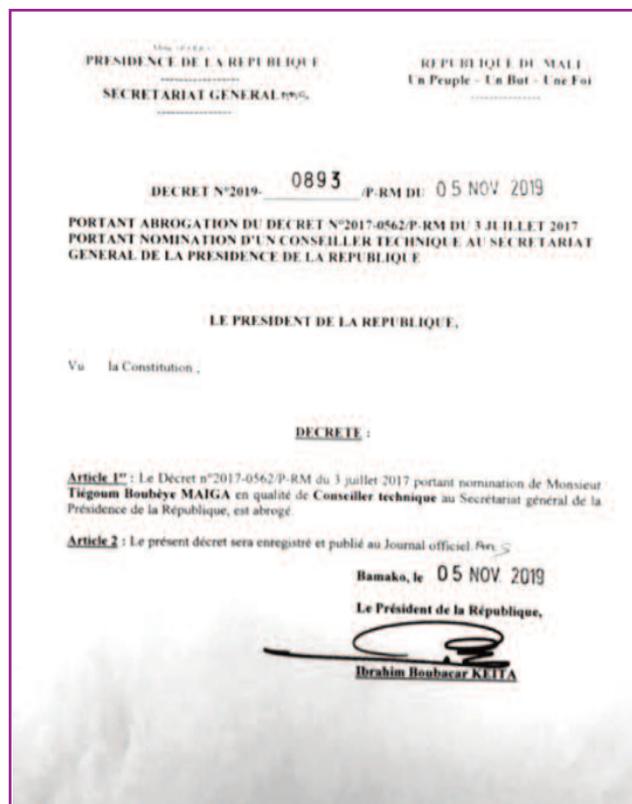


C'était pratiquement prévisible. Lors de l'interview que le président Ibrahim Boubacar Keita a accordé à nos confrères de l'ORTM, il a clairement dit que son point faible était la communication. Cela a dû alerter les observateurs.

Mais est-ce que le problème du Mali est un problème de communication?

N'est-ce pas un problème d'hommes et de choix politique ?

(A lire en encadré le décret)



■ Moctar Sow

Forum des femmes chefs d'entreprise : Des femmes prêtent à relever le défi



Afin de promouvoir et de s'inspirer du leadership féminin, la ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Diakité Aissata Traoré, a présidé, le lancement du forum des femmes chefs d'entreprises, en présence de la représentante Résidente de l'ONU-Femme, Mme Béatrice Eyong. Objectif : approfondir le débat autour des défis et opportunités liés à la promotion des entreprises dirigées par les femmes promotrices de petites et moyennes entreprises.

Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un espace d'échanges et de débats sur les défis et les opportunités liés à la promotion des entreprises dirigées par les femmes. Au regard de son objectif, elle vise également à promouvoir le rôle des femmes dans le milieu des affaires en leur offrant un meilleur accès à l'information sur les dispositifs d'accompagnement et de soutien multiples, mais souvent méconnus.

Selon, la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Diakité Aissata Traoré, ce forum offre un cadre parfait d'échanges et de débats, dans une dynamique de partage d'expériences, qui leur permette d'exprimer toutes leurs préoccupations. En somme, il devrait faciliter la mise en réseau des femmes entrepreneures. « Il est essentiel que vos efforts se poursuivent au-delà de ce forum », a-t-elle dit.

La représentante Résidente d'ONU-Femmes au Mali, Mme Béatrice Eyong, a souligné que cette initiative s'inscrit en droite ligne de la stratégie adoptée par notre institution pour le développement de l'entrepreneuriat féminin et du leadership féminin et en soutien aux initiatives du Gouvernement. Elle a souligné que ce forum est un espace d'échanges et de partages, un cadre qui permet de faire le réseautage et de mieux communiquer autour de leurs projets.

Pour sa part, le président de la commission d'organisation du Forum des chefs d'entreprises estime que les femmes entrepreneurs jouent un rôle essentiel dans le développement socio-économique de l'Afrique et, singulièrement, du Mali. « En période de crise, les femmes entrepreneurs ont besoin d'encore plus de visibilité et plus d'opportunité de faire entendre leur voix afin de renforcer leur capacité de réussite et de contribuer pleinement à l'essor économique du pays », a témoigné Abba Singoro Touré.

■ Ibrahim Sanogo

Police Nationale : Menaces du DG à certains chefs de service



Le Directeur Général de la Police Nationale, l'Inspecteur Général Moussa AG INFAHI, a rencontré ce mardi 5 novembre 2019, dans la salle de réunion de la Direction Générale de la Police Nationale, les chefs d'unités de police de Bamako, Kalabancoro, Kati et Moribabougou. C'était en présence du Directeur Général Adjoint de la Police, le Contrôleur Général Moussa Boubacar MARIKO, de l'Inspecteur en Chef de la Police, le Contrôleur Général Issa KONATE, du Directeur Régional Adjoint de Police de Bamako, le Commissaire Divisionnaire Ibrahima Soma et le Chef du Bureau des Etudes et de Coopération et de l'Informatique, le Commissaire Divisionnaire Mamoutou TOGOLA. Dans son intervention, le Directeur Général de la Police Nationale, a invité les chefs d'unités à se ressaisir et prendre en main leurs services. « Je ne veux plus jamais entendre encore que vous preniez de l'argent au-delà du prix fixé pour la confection des cartes d'identité, les certificats de résidence et les autres pièces administratifs. Pour compter de ce jour, tous contrevenants seront sanctionnés avec la dernière rigueur. Tout le monde connaît les frais de ses documents », a déclaré l'Inspecteur Général Moussa AG INFAHI. Il a instruit aux chefs d'unités de bannir des comportements qui ternissent l'image de la corporation et à veiller sur le comportement de leurs éléments. « Le Directeur Général Adjoint et l'Inspecteur en chef veilleront permanemment sur vos unités à ce que cela ne soit plus reproduit », a ajouté le Directeur Général de la Police Nationale.

Prétendue destruction de deux hélicoptères de l'armée malienne : Serge Daniel se défend

Chers amis, certains posts commandités prétendent que j'aurais affirmé que deux hélicoptères de l'armée malienne ont été détruits par des assaillants. Les plus hautes autorités civiles et militaires informées du Mali savent que je n'ai jamais écrit ou dit cela. Auprès de vous, chers amis, je démens ces allégations inspirées par une officine dont le seul but est de me nuire et de tenter de m'empêcher

Dialogue national inclusif : Le Haut Conseil à la manœuvre



Pendant qu'on le croyait en rupture irréversible avec le Dialogue inclusif, le Haut Conseil islamique affiche désormais des intentions plus bienveillantes et rame à contre-courant de ses récentes jérémiades sur son exclusion du processus.

Son président serait-il déjà entré dans le club des girouettes ? De source bien introduite, en tout cas, le chef d'Ansar Dine s'est subitement retrouvé dans les manœuvres. Non pas pour prendre lui-même le train de la DNI en marche, mais il a pris son bâton de pèlerin et se rend très actif dans les démarches auprès d'acteurs qui rechignent à participer au Dialogue. On y dénombre entre autres la CMA, mais la démarche vise spécifiquement l'opposition malienne et son chef de file Soumaïla Cissé – dont la défection s'explique essentiellement par le caractère non-exécutoire de l'issue du Dialogue national. Seulement voilà : il n'est point évident que la levée de cette barrière provienne d'Ousmane Chérif Haïdara. Et pour cause, le malaise créé par l'histoire des 100 millions avec l'actuel chef de file de l'opposition n'est pas encore éteint.



de faire mon travail de journaliste. Peine perdue. Pour terminer, je mets au défi les membres de ce shadow cabinet de produire, sur cette affaire, un document où figure mon nom.

SERGE DANIEL

Discours du président IBK à la nation : Aboubacar Sidick Fomba réagit

Le discours insultant et confirmant l'incapacité et l'incompétence du président de la République et surtout de la négation de l'évidence.

Monsieur le président le moral de nos vaillants soldats est sapé par le détournement des 1230 milliards et du détournement du fond alloué aux FAMA par l'UE et cela par manque de traçabilité.

Monsieur le président le moral de nos vaillants soldats est sapé par la politisation de l'armée, par le fait qu'ils sont soignés par leurs parents sur les théâtres d'opérations.

Monsieur le président le moral des vaillants soldats est sapé par le fait qu'ils n'ont pas à manger sur le théâtre d'opérations.

Monsieur le président le moral des vaillants soldats est sapé par le fait que les généraux et les hauts gradés ne sont jamais sur les théâtres d'opérations, ils sont nommés dans les postes politiques et leurs enfants ne servent qu'à Bamako.

Monsieur le président le moral des vaillants soldats est sapé par l'accord de défense militaire entre la France et le Mali qui profite aux groupes terroristes et non aux FAMA.

Monsieur le président de la République la solidarité autour des FAMA passe par l'arrêt du pillage des ressources de l'Etat.

Monsieur le président de la République la solidarité autour des FAMA doit être une réalité à Bamako, sur les antennes de l'ORTM et les radios



nationales.

Monsieur le président de la République la solidarité autour des FAMA passe par votre sens patriotique en disant la vérité aux forces étrangères et en mettant fin au statut de Kidal.

Monsieur le président de la République la solidarité autour des FAMA passe par l'arrêt de l'exploitation de nos ressources minières à Kidal.

Monsieur le président de la République l'union sacrée autour de la mère patrie n'est pas le dialogue national inclusif mais la dissolution de l'AN, la lutte contre la corruption et l'organisation d'une conférence nationale inclusive souveraine.

En fin Monsieur le président si rien n'est de trop pour le Mali, votre démission sera plus salutaire et plus important pour la paix et la sécurité au Mali.

Aboubacar Sidick Fomba, Président du parti ADEPM

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



**Achetez une puce équipée de
l'application Mon répertoire à 500 F CFA
seulement et sauvegardez tous vos contacts
en toute sécurité.**

* La synchronisation manuelle coûte 100 F CFA,
abonnement mensuelle à 300F CFA



FAMAs : Vers la banalisation de la tuerie massive

Les Forces armées maliennes (FAMAs) sont régulièrement la cible des attaques terroristes de grande envergure. Ces attaques, coordonnées et exécutées avec une grande capacité de nuisance, sèment la mort dans les rangs des militaires maliens. En l'espace d'un mois, plus d'une centaine de militaires maliens ont perdu la vie dans deux attaques de camps militaires au Centre et au Nord du pays. Comme cela se fait habituellement, des communiqués de circonstance émanant généralement de partis politiques et d'associations de la Société civile et condamnant lesdites attaques sont lus à la télévision nationale. Et comme toujours, la vie continue à Bamako et dans les grandes villes du Sud du pays, laissant des dizaines de familles des victimes dans la désolation totale. Petit à petit, les Maliens commencent à s'habituer à la tuerie massive des soldats, tuerie qui se banalise de plus en plus comme une fatalité. La mort des militaires maliens engagés au front de la lutte antiterroriste et de sauvegarde de l'intégrité du territoire national fait mal. Les centaines de militaires tués dans l'anonymat

le plus complet provoquent une grande affliction chez les Maliens. Il suffit d'écouter les conversations des citoyens à tous les niveaux de la société les lendemains des attaques pour s'en rendre compte. À tous les coups, l'indignation, l'incompréhension et, parfois, l'impuissance sont les sentiments les plus

largement partagés. Comment, des centaines d'hommes, à motos et en véhicules, peuvent-ils circuler sur de dizaines de kilomètres, voire plus, venir pilonner des camps militaires fortifiés, semer la mort, brûler le matériel et en emporter, impunément ? Comment ? Parmi les mécaniciens et vendeurs d'essence qui discutent, l'argument d'un homme retient l'attention. « Nous arriverons difficilement à bout des terroristes sans le matériel volant, essentiel pour toute armée moderne », dit-il. Et la colère sourd en tout Malien à l'idée que



Manifestants en colère



Djihadistes au Mali

des milliards de FCFA ont été engloutis dans du matériel volant qui, peut-être, ne servira jamais. Qui sont donc ces hommes, ces soi-disant responsables, qui trichent avec la sécurité nationale ? Car il faut refuser cette posture trop facile d'en vouloir « aux blancs » qui nous vendent de la ferraille. Car ceux-ci nous vendraient volontiers les carcasses des avions de la première guerre mondiale si nous en faisons la commande. Ceux des nôtres qui se livrent à cette transaction sont les pires ennemis de la Nation malienne, pires que les terroristes qui, eux, ont au moins une cause à défense. Les centaines de militaires maliens tués à Dioura, Boulkessi, Mondoro et Indelimane ont été sacrifiés.

Le Président de la République a sans doute raison quand il déclare que « L'attaque de Indelimane, de Boulkessi et Mondoro et toutes celles qui les ont précédées montrent la gravité de la situation que vit notre pays. Nous sommes en guerre. Les seigneurs de guerre du terrorisme international au Sahel continuent leur croisade obscurantiste sanglante avec l'objectif évident de détruire nos institu-

tions, notre pays et nos pays ». Mais il oublie d'en situer les responsabilités. Les messages récurrents de « compassion » aux familles des victimes militaires, les condamnations plates des attaques, signes d'impuissance, et les « instructions » données ne satisfont plus les Maliens. Parce que « l'objectif évident de détruire nos institutions, notre pays » est-ce qui motive les terroristes, notre volonté de les bouter hors du territoire national doit être sans limite. Or les messages télévisés et les communiqués récurrents ne font qu'augmenter la douleur des Maliens tant ils sont vides et de nul effet.

C'est un Devoir national pour IBK d'assurer la sécurité des Maliens où qu'ils soient en dotant l'armée nationale d'équipements adéquats et suffisants pour qu'ils accomplissent leur tâches de protection et de sauvegarde de l'intégrité du territoire. Certes la mort d'un militaire engagé au front est compréhensible mais à la condition qu'il ait eu tous les moyens de se battre et de mourir dignement. Or le sentiment est général que nos soldats sont sacrifiés car affrontant un ennemi dont la capacité

de nuisance est énorme et connue, à cause des équipements souvent supérieurs en puissance de feu à ceux des militaires maliens qui ne peuvent, de ce fait, défendre un camp. La récente marche des familles des commandos de Djicoroni Para pour réclamer plus de moyens pour leurs proches engagés au combat reflète le sentiment général qui anime de plus en plus les Maliens. Cette marche rappelle celle de 2012 quand le Président ATT avait été accusé de négligence dans l'équipement des forces armées maliennes.

Il est vrai qu'il n'est jamais facile pour un État de combattre des groupes armés engagés dans une guerre dite asymétrique. Mais cela est encore plus compliqué pour un pays pauvre et démuné comme le Mali qui a plus que jamais besoin de l'appui de la communauté internationale à commencer par les pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cependant le Mali doit d'abord faire preuve de résilience car il semble que le pays est retourné dans la situation qui était la sienne en 2011-2012. Le Centre et le Nord n'ont jamais été pacifiés même partiellement et la crise sécuritaire s'est répandue malgré la présence de la MINUSMA et de Barkhane. Ainsi, aujourd'hui, nous assistons à ce qui semble être de plus en plus à une banalisation de la tuerie des militaires maliens. Dioura, Mondoro, Boulkessi, Indelimane retentissent comme une longue, lancinante et interminable sonnerie aux morts que l'absence d'images officielles d'hommages aux victimes rend irréaliste. Nos soldats sont ainsi enterrés dans le plus grand anonymat loin de leurs parents et proches. Seul un sursaut général des forces armées qui feraient des victimes nombreuses dans les rangs des ennemis serait de nature à rendre la mort de nos militaires moins douloureuse et un peu plus supportable. Mais le peuvent-elles dans leur situation actuelle?

■ **Diala Konaté**

An advertisement for malikile.com. It features a smartphone displaying a news article with the headline "MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER". The website logo "malikile.com" is prominently displayed at the top left, with the tagline "La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !" below it.

Florence Parly en tournée au Sahel : « Notre engagement commun à lutter contre les groupes terroristes ne doit pas faiblir »

Trois jours après l'attaque contre le camp de Indélimane, deux jours après la mort, au Mali, d'un soldat français de l'opération anti-djihadiste Barkhane et au lendemain de l'assassinat d'un député burkinabé, Florence Parly, la ministre des Armées française, est depuis ce lundi matin en tournée au Sahel. C'est par le Tchad que Florence Parly, ministre française des Armées a débuté sa visite dans les pays du Sahel qui doit la conduire au Tchad, au Burkina et au Mali.

À N'Djamena, elle a rencontré le président tchadien, Idriss Déby, ainsi que le général Pascal Facon, nouveau commandant de la force Barkhane qui mobilise 4 500 militaires français dans la bande sahélo-saharienne.

Après le Tchad, la ministre française des Armées, Florence Parly, est arrivée à Ouagadougou, dans l'après-midi de ce lundi 4 novembre 2019. Sera-t-elle à Bamako aussi ? En principe, rien n'indique le contraire même si selon

les informations données par les agences de presse françaises dont l'AFP « les prochaines étapes (restent) encore confidentielles pour des raisons de sécurité ».

Consciente que sa visite intervient dans un contexte très difficile, la ministre française des Armées explique cependant que la lutte contre le terrorisme « est un combat dans lequel il faut faire preuve de patience ». Selon elle, « nous mettrons du temps à vaincre ces groupes qui prospèrent sur les difficultés sociales et économiques des pays sahéliens. »

Quid des critiques de plus en plus ouvertes dans le Sahel, notamment au Mali, contre la force française Barkhane ? En attendant sa venue à Bamako, voici ce que Florence Parly, ministre française des Armées, a propos de l'engagement et de la solidarité de la France envers notre pays :

« Juste avant mon départ au Sahel, entretien téléphonique avec mon homologue malien

hier. Je l'ai assuré de notre solidarité à la suite de l'attaque près d'Indélimane. Il m'a, de son côté, assuré de son soutien après le décès d'un militaire français de l'opération Barkhane. Le contexte sécuritaire actuel traduit un constat : notre engagement commun – avec le Mali et nos autres partenaires – à lutter contre les groupes terroristes sévissant au Sahel ne doit pas faiblir. Notre détermination et notre sang-froid restent intacts.

Il faudra du temps pour construire cette résilience des forces locales. Nous sommes armés de patience et malgré les attaques, ne détournons pas les yeux des signes encourageants : la force G5 Sahel monte en puissance, comme nous l'avons vu avec l'opération Amane 2. Barkhane ne s'enlise pas, Barkhane s'adapte en permanence. Barkhane se transforme pour avancer plus loin, pour mieux accompagner les forces armées sahéliennes dans leurs opérations.

Le retour de l'État devient progressivement une réalité. Par exemple dans le centre du Mali où Barkhane a concentré ses efforts depuis 2 ans : à Gossi, un sous-préfet est de retour et se consacre au renforcement du dialogue intercommunautaire à la lutte contre la criminalité ».



Attaques djihadistes au nord du Mali : Les populations sont en colère



L'attaque du camp militaire d'Indelimane qui a tué quarante-neuf soldats maliens suscite l'incompréhension des Maliens qui critiquent le manque de réactivité de l'armée et de l'Etat.

L'émotion reste vive après l'attaque vendredi dernier (1er novembre) d'un camp de l'armée malienne à Indelimane (dans le nord du pays). 49 soldats ont péri dans cette sanglante attaque revendiquée par l'organisation Etat islamique, précisément de sa "province Afrique de l'Ouest".

À la colère et l'incompréhension, s'ajoute désormais une certaine impatience chez une grande partie de la population face à la réaction des autorités. Beaucoup estiment en effet que l'exécutif ne fait pas assez pour prévenir et faire face aux assauts des groupes terroristes contre l'armée.

Pour Mohamed Salaha, un jeune ressortissant du nord du Mali, il faut un redéploiement des hauts gradés de l'armée malienne sur les théâtres des opérations.

"Il faut vraiment que ce cinéma arrête ou on voit à Bamako les généraux, les hauts gradés de l'armée se pavaner entre les postes administratifs. Les militaires sont faits pour le terrain, les militaires sont faits pour la guerre. Il est inadmissible d'envoyer des jeunes sans expériences de combat à la boucherie. Ces généraux, nous avons besoin d'eux sur le terrain pour sécuriser nos populations", soutient-il.

Sagara Bintou Maiga, la présidente du collectif des femmes et parents des bérets rouges disparus lors des événements de 2012 au Mali a perdu un voisin de quartier, qu'elle considérait

comme son fils, lors de l'attaque contre le camp des forces armées maliennes à Indelimane.

"Tantôt c'est 40 morts, 50 morts, 60 morts... L'attaque jihadiste à Boulkessi dans le centre du pays a été un choc pour tout le monde ici. Que dire de ce qui vient de se passer à Indelimane ou je viens d'assister aux obsèques d'un fils tombé au cours des combats. Je demande aux femmes de sortir massivement et de se vêtir de tenue rouge et de foulard rouge pour une marche pacifique de protestation 3 jours d'affilée. Je peux vous assurer qu'il se passera quelque chose", promet-elle.

De son côté, Moulaye Dansoko, enseignant, estime que les forces armées maliennes doivent passer à l'offensive pour ne plus subir les attaques des groupes jihadistes.

"Nous ne partons pas les chercher pour les chercher afin de mettre fin à leur projet qui est d'autre siècle. Notre armée attend toujours qu'elle soit attaquée d'abord pour se défendre. Nous devons donc changer de stratégie en allant traquer ces gens jusque dans leur dernier retranchement. Le terrorisme est un phénomène certes mondial, mais chacun à ses problèmes. Nous devons donc compter sur nous-même d'abord pour pouvoir venir à bout de ce mal", explique le chercheur.

"Union sacrée"

Après les attaques les plus meurtrières subies depuis des années par l'armée des mains des jihadistes, le président Ibrahim Boubacar Keïta a appelé lundi (4 novembre) les Maliens à

"l'union sacrée" derrière leur armée. Car, estime-t-il, l'existence même du pays est en jeu. Plutôt dans la matinée, IBK avait décrété trois jours de deuil national. Il a aussi mis en garde contre la tentation de tomber dans "le piège" de l'ennemi, "qui est de nous opposer les uns aux autres et de saper le moral de nos vaillants combattants".

"Dans ces circonstances particulièrement graves où la stabilité et l'existence de notre pays sont en jeu, notre seule réponse doit être l'union nationale, l'union sacrée autour de notre armée nationale", a-t-il déclaré le président malien à ses compatriotes.

«Nouveau concept opérationnel»

Face aux attaques, le président malien a dit avoir ordonné récemment pour l'armée l'élaboration d'un "nouveau concept opérationnel qui donne une part importante à l'offensive". Le soutien des forces étrangères, française, africaine et onusienne déployées au Mali "nous est plus que jamais nécessaire et c'est pourquoi je demande à ce que nous ne nous trompions pas d'ennemis", a déclaré Ibrahim Boubacar Keïta qui se fait l'écho des critiques qui s'élèvent contre la présence de troupes étrangères au Mali.

«Patience»

La ministre française des Armées, Florence Parly, en tournée dans le Sahel, a prôné la patience dans la guerre contre les djihadistes. Elle a également annoncé le lancement d'une opération de l'opération militaire Barkhane dans la zone des trois frontières Burkina-Mali-Niger.

"Nous mettrons du temps à vaincre ces groupes qui prospèrent sur les difficultés sociales et économiques des pays sahéliens", a déclaré Florence Parly au Centre opérationnel interarmées de la force française Barkhane, à N'Djamena, lors de la première étape de sa tournée dans le Sahel.

Après le Tchad, la ministre française des Armées s'est rendue à Ougadougou. Elle a été reçue par le président Roch Marc Christian Kaboré avant de rendre visite aux quelque 200 membres des Forces spéciales françaises.

Le Mali sera la dernière étape de la tournée régionale de la ministre Florence Parly

Attentat à la crédibilité du CSDM : Qui veut saboter une organisation aussi importante pour la diaspora ?



Le CSDM est une association de droit de la République du Mali. Il a pour but de rassembler les maliens de la diaspora dans leurs pays respectifs d'accueil, dans un souci de solidarité, de convivialité et de valorisation de leurs avoirs. Pour ce faire et conformément à ses statuts et règlements intérieurs, le CSDM a procédé à la mise en place de ses démembrements dans plusieurs pays ; dont celui de la France. Son bureau provisoire était présidé par Baïdy Dramé. Mais depuis cette date, l'inamovible Baïdy Dramé est resté à la tête du bureau de France jusqu'à sa destitution et son exclusion pure et simple. C'est le 19 août 2016 que le président chérif Mohamed Haidara a signé un mandat au profit de Baïdy Dramé pour mettre en place la coordination du CSDM en France, cela, conformément aux statuts et règlement intérieur de l'association.

C'est à partir de ce document que le sieur Baïdy Dramé a frauduleusement enregistré le logo du CSDM à son nom propre. Il a ainsi abusé des autorités françaises de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI), qui, ne connaissant pas l'existence du CSDM au Mali, a accueilli la demande et enregistré le logo du CSDM au nom et pour le compte de l'indélicat.

Joint au téléphone, un membre du CSDM France, notamment le secrétaire Général à la Jeunesse et aux Sports, monsieur Bams M'Bouillé Cissé nous a apporté plus d'éclaircissement. Selon lui, la colère des membres du CSDM France a été provoquée par les faits suivants : 10 mois sans réunions statutaires,

le refus de convoquer une assemblée générale malgré les demandes incessantes par mail, téléphone, courriers simples et avec lettres recommandées ainsi que par voie d'huissier, les médiations en interne et par les sages de la communauté, la rétention d'information par Baïdy Dramé, concernant la vie du CSDM France, le dépôt du logo officiel du CSDM à l'INPI sans autorisation des membres du bureau de France ni du bureau exécutif sis à Bamako, les courriels de menace et d'intimidations envoyées aux partenaires institutionnels et privés de l'organisation faitière et empêchant son fonctionnement normal. Toute chose qui a poussé le bureau de France dans un premier temps à lui demander de rendre sa démission. Cette demande collective

restée lettre morte malgré le fait que son mandat était arrivé à son terme le 16 octobre 2019, «la grande majorité du bureau du CSDM France a décidé le 22 septembre 2019 lors d'une réunion extraordinaire de l'exclure de toutes les instances de notre association comme nous y autorise la loi dite de 1901 relative à la vie associative en France». «Aussi, pendant qu'il était à la tête de nombre association faitière, Baïdy et ses sbires ont créé un machin dénommé « la confédération générale des maliens de l'extérieur (COGEMEX) » ayant les mêmes prérogatives que le csdm et en s'alliant avec le haut conseil des maliens de l'extérieur dans le but de détruire notre organisation.» Dixit Bams M'Bouillé Cissé, un membre influent du CSDM France.

Les membres du bureau du CSDM France par la voix de Bams M'Bouillé regrette d'assister à autant de tentatives de déstabilisation du CSDM par quelqu'un qui n'est même plus des leurs. Ils voient en Baïdy Dramé les mains invisibles de certains ennemis de leur organisation faitière et de la diaspora. Ils mettent en garde toutes mauvaises volontés qui soutiennent de telles manœuvres contre lesquelles, le CSDM a déjà pris des dispositions légales pour être mis dans ses droits aussi bien au Mali qu'en France. Ces mains invisibles risquent donc d'y laisser des plumes si elles continuent leurs manœuvres. Affaire à suivre.

■ Moctar Sow



Conflits communautaires et paix sociale : Comment engager la jeunesse dans la recherche de solutions durables ?



Nous commençons, au Mali et au Burkina FASO en particulier, à en avoir une habitude macabre. Le terme est devenu courant dans nos pays, et structure malheureusement une partie de l'actualité. Les conflits inter communautaires sont de plus en plus violents et meurtriers, notamment dans le Sahel. Ils mettent aux prises deux ou plusieurs groupes humains, dans un même pays ou dans des pays différents, qui en viennent à s'attaquer et à s'entretuer pour différents motifs. Ces conflits, comme tous les autres, ont comme acteur principal la jeunesse. Cette dernière est utilisée comme vecteur de violence et, bien souvent, c'est également celle qui

souffre le plus des confrontations. Il est souhaitable que la jeunesse africaine et notamment sahélienne, soit impliquée dans la recherche de solutions pour que les jeunes cessent d'être des fauteurs de troubles et deviennent facteurs de stabilité et d'entente.

Il est indispensable d'identifier dans un premier temps les principales sources des conflits intercommunautaires pour ensuite déterminer en quoi la jeunesse peut constituer une solution aux problèmes posés.

Plusieurs raisons expliquent que des populations vivant en harmonie pendant des dizaines d'années voire des siècles en viennent à s'entre-

attaquer et à espérer ainsi se détruire. La première cause est l'accès aux ressources naturelles telles que le foncier, les cours d'eau, les pâturages, les zones minières, etc. Celles-ci conditionnent l'existence de certains systèmes de production et donc la survie des populations. Quand ces dernières en sont privées ou sont menacées d'en être privées, elles sont susceptibles de commettre l'irréparable afin de garder des chances de poursuivre leurs activités socio-économiques. La croissance démographique dynamique accroît la pression sur les ressources naturelles et participe de ce fait à l'exacerbation des tensions intercommunautaires. Il n'est pas rare que les zones où persistent ces violences soient souvent des lieux où la population croît fortement.

Il faut également intégrer la religion comme élément de tension intercommunautaire. Les courants religieux et les différentes branches d'une même religion peuvent devenir localement des facteurs de confrontation. Les lignes de confrontation religieuse peuvent se confondre assez facilement avec les lignes de fracture communautaire et ouvrir des perspectives sombres d'amalgames et de destruction. C'est ce qui est constaté dans notre pays en certains endroits où l'on estime que les terroristes sont membres d'un groupe ethnique ou que les cadres de ce groupe appartiennent à une ethnie. La politique, notamment la compétition électorale avec en perspective, l'accès aux responsabilités et au pouvoir, son exercice, constitue une autre source de tension latente dans la plupart des pays africains. Il est souvent estimé que tel Président joue sur le facteur ethnique pour diviser et se faire relire. Il n'est pas rare non plus d'identifier des candidats mettre en avant leur appartenance à tel groupe ou nier leur appartenance à tel autre groupe ethnique. Cette situation cristallise les identités, ouvre des chemins de replis sur soi, propices à la stigmatisation et à la confrontation.

Les questions de représentativité des minorités ethniques voire religieuses, la protection de leur liberté de culte ou la défense de certaines spécificités sont également susceptibles d'être sources de tension. De manière spécifique, il y a aussi les différends socio-culturels tels que les questions de castes, l'esclavage ou la stigmatisation dont souffrent des communautés humaines sur un espace déterminé susceptibles d'engendrer des conflits. Les dysfonctionnements étatiques exacerbent les conflits latents et peuvent aussi les créer.

La corruption des élites et des services par une communauté ou supposé tel crée un sentiment de frustration chez les autres qui s'estiment alors floués et peuvent, dans ces circonstances, céder à des tentations de vengeance. L'Etat devient ainsi facteur de troubles au lieu d'être vecteur d'équité, de justice et donc d'harmonie.

Ces différents facteurs se combinent sur certains espaces, voire se conjuguent pour créer des tensions conduisant à des massacres comme cela est le cas ici ou là. Il convient de les circonscrire par des actions collectives hardies. Il convient aussi et surtout de les circonscrire en investissant dans l'information, la sensibilisation et la formation des jeunes afin qu'ils ne succombent pas à ces tentations destructrices.

Les jeunes doivent comprendre les enjeux, connaître leur pays, leur région, leur culture, leurs origines, leur communauté, les rapports entre cette dernière et les autres. Ils doivent être dotés d'une culture d'ouverture et de tolérance que ce savoir génèrera en eux.

Le jeune Angolais, Sud Soudanais ou Nigérian d'aujourd'hui doit comprendre les enjeux internationaux pour ne pas se faire manipuler,

connaître les intérêts stratégiques des uns et des autres, connaître également les intérêts de nos pays et de nos ensembles régionaux, identifier les rapports de force, savoir s'engager dans de vrais combats et éviter de se faire manipuler par les autres. C'est la jeunesse solide dans sa tête qui aidera nos pays à sortir de leur situation d'objet.

La connaissance de la religion devient aussi cruciale que celles des origines et de la culture. Les jeunes doivent maîtriser en quoi la religion est un facteur de progrès, de paix, d'harmonie et de justice. Ce qui leur permettra d'éviter de la caricaturer et de savoir l'utiliser pour en faire un guide individuel permettant d'améliorer le fonctionnement de la collectivité. Pour ce faire, il faudrait les inciter à lire, à s'informer, se cultiver, se former et mettre les outils qu'il faut à leur disposition.

Se former pour avoir un métier, être autonome et avoir une indépendance de jugement forment un socle sur lequel les autres mesures seront mises en œuvre. Quand on ne travaille pas et qu'on ne se sent pas utile à la collectivité, l'esprit se conditionne pour répondre à toutes sortes de sirènes, notamment les plus malveillantes. Une bonne partie des membres

des groupes terroristes ou menant des actions destructrices pour d'autres motifs sont aussi des personnes désœuvrées et sans emploi.

Nous devons ensuite inculquer aux jeunes l'ambition de s'organiser pour aller dans le sens de la construction. Créer ou animer des associations, des groupes, etc. de manière désintéressée, pour servir la collectivité, quel qu'en soit la forme, doit être naturel chez nos jeunes.

Il est enfin indispensable d'éveiller le sens politique des jeunes pour qu'ils puissent s'engager, mener des combats objectifs et fondés sur la raison. Ce sens politique, combiné avec un sens élevé du patriotisme et de la citoyenneté, renforce la carapace idéologique de la jeunesse face aux manœuvres et autres tentatives malveillantes.

Nos pays peuvent renforcer leur apport à l'humanité, sur tous les plans, grâce à la jeunesse. Pour ce faire, ils doivent l'aider à s'éloigner des pièges autodestructeurs que sont les violences intercommunautaires.

■ **Moussa MARA**



Ahmed Mohamed Ag Hamani : «Aucune initiative heureuse n'est à négliger pour sauver le Mali»



Dans cette interview, le président de la Coalition citoyenne de la société civile pour la paix, l'unité et la réconciliation nationale (CCSC/PURN), Ahmed Mohamed Ag Hamani, s'exprime sur les difficultés liées à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. L'ancien Premier ministre aborde également la situation sécuritaire dans le pays ainsi que le processus du Dialogue national inclusif.

L'Essor : Quatre ans après sa signature, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation rencontre toujours des difficultés. En tant qu'observateur et acteur important de la société civile, quelle analyse faites-vous de la situation ?

Ahmed Mohamed Ag Hamani : C'est exact, il y a des difficultés certes qui sont identifiables mais elles ne sont pas insurmontables. Depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, la Coalition de la société civile pour la paix, l'unité et la réconciliation nationale s'est donnée pour mission d'assurer le suivi de sa mise en œuvre, de manière continue. C'est ainsi qu'elle a noté les questions liées à la naissance et à celles relatives à la mise en œuvre dudit Accord. Dans la phase des négociations, on peut retenir l'exclusion de certains groupes armés qualifiés de terroristes (djihadistes et narcotrafiquants) au profit du MNLA lequel pourtant a été le premier à décréter la partition du pays le 6 avril 2012 par la mise en place d'un gouvernement dit de l'Azawad éphémère. Il faut relever aussi le fait de transfor-

mer des négociations entre Maliens en négociations internationales, conférant ainsi à cet Accord un caractère international, ce qui rend plus complexe sa mise en œuvre. On peut également retenir la forte focalisation de l'Accord sur les régions du Nord, alors qu'il concerne tout le Mali. Par ailleurs, l'Accord ne fait référence dans aucune de ses dispositions à la Constitution du Mali qui a pourtant conféré la légitimité à tous ceux qui ont pris part aux négociations. En outre, la forte pression exercée au cours des négociations n'a laissé aucune place au dialogue direct entre Maliens (gouvernement, groupes armés et société civile). Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord, certains problèmes sont à l'origine des blocages constatés : le manque de confiance manifeste entre les mouvements signataires et entre eux et le gouvernement est certainement

à l'origine du non-respect des dispositions comme la démobilisation, le désarmement prévu pourtant 60 jours après la signature de l'Accord. Par ailleurs, l'Accord n'a pas été soumis à l'Assemblée nationale pour son appropriation par le peuple, car il s'agit bel et bien d'un accord international. En plus, l'insécurité grandissante occasionne des pertes en vies humaines et en matériels pour un pays déjà fragile et ce malgré la présence des forces nationales, étrangères et des mouvements armés. La perte de la souveraineté de l'État sur plus de 2/3 du territoire national, laissés ainsi à la merci des terroristes et des bandits de toutes sortes a conduit les populations à l'exode.

Malgré cette situation, on peut noter que des efforts louables ont été entrepris dans le processus de mise en œuvre de l'Accord. On peut citer, entre autres, la mise en place de structures de mise en œuvre et de suivi de l'Accord ; la Commission vérité, justice et réconciliation ; l'organisation de la Conférence d'entente nationale ; l'adoption des textes législatifs et réglementaires relatifs au code des collectivités, à la régionalisation, au code électoral, au DDR, à la refondation des Forces armées et de sécurité du Mali, à la Réforme du secteur de la sécurité et les textes relatifs à l'intégration des combattants.

Par souci de recherche de la consolidation de l'unité politique et la cohésion sociale en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord, le gouvernement et ses partenaires ont consenti la mise en place des Autorités intérimaires, des Collèges transitoires, du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) et de la création de nouvelles régions, sans que ces dispositions soient explicitement prévues dans l'Accord.

L'Essor : Dans son discours à la Nation à l'occasion du 22 septembre dernier, le président de la République a laissé entrevoir l'éventualité de réviser certaines dispositions de l'Accord tout en conservant son esprit. Qu'en pensez-vous ?

Ahmed Mohamed Ag Hamani : De mon point de vue, le président de la République, dans son adresse à la Nation le 22 septembre 2019, n'a pas remis en cause l'Accord, mais a suggéré d'examiner les problèmes de blocage de sa mise en œuvre, afin d'y apporter des so-

lutions dans le cadre du Dialogue national inclusif envisagé.

Par ailleurs, l'Accord lui-même, en son article 65, prévoit les conditions de sa révisibilité. Par conséquent, sa révision ne doit pas être considérée comme une surprise encore moins une remise en cause dudit Accord.

Aussi le président de la République en disant cela ne fait que respecter les dispositions prévues dans l'Accord et exprimer son engagement irréversible pour la mise en œuvre de ce texte en l'inscrivant dans l'Accord politique de gouvernance en même temps que la révision de la Constitution avant l'élaboration et la validation des Termes de référence du Dialogue national inclusif.

Nous trouvons donc injustifié, sur cette base, la suspension de la participation de la CMA non seulement au Dialogue national inclusif mais aussi au Comité de suivi de l'Accord. Ce n'est ni constructif, ni démocratique.

L'Essor : Quelle analyse faites-vous aujourd'hui de la situation sécuritaire dans notre pays, singulièrement dans les Régions de Mopti et de Ségou ?

Ahmed Mohamed Ag Hamani : Vous parlez seulement des Régions de Mopti et de Ségou ? Comme si l'insécurité n'existe seulement que dans ces Régions. Pourquoi vous ne citez pas les autres Régions du Mali dont Taoudénit, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kayes, Kidal, Koulikoro, car aujourd'hui les terroristes sont implantés partout au Mali. Au niveau de la Coalition, nous nous sommes prononcés depuis fort longtemps contre la distinction faite entre l'insécurité au nord, au centre et au reste du Mali.

C'est regrettable de tomber dans le piège de nos ennemis qui consiste à faire croire que l'insécurité au nord, au centre du Mali et au Burkina Faso sont des phénomènes différents. Le problème de l'insécurité dans le Sahel est global, donc il faut y trouver une solution globale.

L'Essor : Le chef de l'Etat a récemment nommé son haut représentant pour le Centre, en la personne de l'ancien président de la Transition, le Professeur Dioncounda Traoré. Que pensez-vous de cette nomination ?

Ahmed Mohamed Ag Hamani : Je pense que si le président de la République, en plus de tous les mécanismes dont il dispose, a procédé à cette nomination, c'est parce qu'elle se justifie pleinement pour lui.

Si je peux me permettre, le président de la République, certainement dans son appréciation, même si ces missions relèvent de l'administration régionale et locale, a dû tenir compte de la déliquescence desdits services. Face à la situation dramatique qui prévaut, il faut rechercher toutes les solutions qui pourraient apporter l'apaisement. Aucune initiative heureuse n'est à négliger pour sauver le Mali.

Enfin, le président de la République ayant fait son choix dans le cadre de ses prérogatives régaliennes, il ne m'appartient pas de faire des commentaires.

L'Essor : Quelles sont vos attentes par rapport au Dialogue national inclusif, dont l'organisation dans les communes, cercles, régions, ambassades et consulats vient de s'achever ?

Ahmed Mohamed Ag Hamani : La Coalition a contribué à chaque étape du processus du Dialogue national inclusif en faisant des propositions sur le format et le contenu, ainsi que sur son chronogramme y compris les parties prenantes. Il convient de souligner que la Coalition, tout en réaffirmant sa participation, insiste sur le caractère hautement politique du dialogue axé sur une stratégie commune déclinée sur trois points fondamentaux indissociables ; à savoir : le recouvrement de l'intégrité territoriale ; la restauration de la sécurité sur le territoire national ; le rétablissement de l'autorité de l'état sur l'ensemble du territoire par le redéploiement effectif d'une administration dotée de moyens lui permettant d'assurer correctement ses missions régaliennes. Toutes les autres questions politiques, institutionnelles, juridiques, économiques, sociales et culturelles découleront de ce triptyque.

■ **Propos recueillis par Massa SIDIBÉ**

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Artisanat malien : Le syndicat interpelle le département de tutelle



Le mercredi 31 octobre 2019, le Syndicat national des artisans, affilié à la Centrale Démocratique des Travailleurs du Mali (CDTM), a organisé un meeting d'information durant lequel les organisateurs ont interpellé la mairie, les autorités sur la situation des mécaniciens déguerpis, des tricycles et des teinturiers et sur la gestion de la Maison des artisans. C'était devant l'artisanat de Bamako, en face de l'Assemblée nationale.

Zansoukou Fané, trésorier général du syndicat national des artisans du Mali, a affirmé devant ses collègues qu'il a avait déjà envoyé des correspondances au ministère de l'Artisanat, lesquelles sont restées sans suite. Et par conséquent, la situation des artisans ne fait que s'aggraver. Pour cela, il a invité le ministère en charge de la question, l'Apcmm, l'Apcam, les autorités maliennes à prendre en compte leurs préoccupations.

En se prononçant sur la situation des artisans, il a indiqué que le déguerpissement des artisans de la rue 224 sans autorisation a été sans suite. Tout en ajoutant que, jusqu'à présent,

les artisans n'ont eu aucun lieu pour aménager et exercer leur travail. « Pendant 5 ans la mairie est en train de nous piétiner pour la gestion de la Maison des artisans... », a-t-il déclaré, appelant à un dialogue.

Pour ce qui concerne les tricycles, d'après lui, il a été interdit de ne pas passer sur certains axes de Bamako, alors qu'ils payent presque 45 milles de FCFA d'impôts. « Cette lutte va continuer jusqu'à ce qu'on ait gain de cause », a-t-il conclu.

Pour sa part, Sidiki Cissé, 2ème secrétaire administratif du bureau syndicat des artisans du Mali, estime que les artisans sont victimes de la dévolution de la Maison des artisans. « On ne veut pas que la mairie prenne part à la gestion, alors que la maison des artisans a une communauté de gestion. En plus des problèmes auxquels font face les conducteurs de tricycles, les taxes qu'ils payent, sur le reçu, on met une autre somme différente de la réalité », a-t-il révélé. Il ajouta qu'il y a des comportements prédateurs, dont sont victimes un certain nombre d'artisans, notamment les

teinturières et les teinturiers. Pour lui, la teinture a tendance à disparaître aujourd'hui, parce qu'il y a un comportement qui ne dit pas son nom et qui est en train d'absorber la teinture malienne. « Nos ateliers sont menacés, car la mairie ne sait même pas qu'un espace est exploitable que lorsque les artisans viennent en premier lieu aménager avant de venir s'impliquer avec d'autres intentions », a-t-il martelé.

Lors de ce meeting, il a interpellé le ministère de l'Artisanat de faire preuve de sens de responsabilité. Et de dire aux artisans de se donner la main pour revendiquer leurs droits.

De son côté, Diakité Idrissa Oumar, 2ème secrétaire national du bureau national des artisans du Mali, a souligné que l'Etat a un schéma d'aménagement qui tient compte des espaces prévus pour les artisans, mais ces espaces sont déguerpis et sont utilisés à d'autres fins. « Si cette solution n'aboutit pas nous allons faire recours à d'autres moyens, notamment le sit-in et la marche pacifique. Faisant en sorte que les autorités se sentent concernées », a-t-il indiqué.

Mahamadou Sogona dit Mamah, secrétaire général des conducteurs de tricycle du Mali, a montré tout son mécontentement en disant qu'ils sont tous des artisans et des chefs de familles. Il dira que ce travail leur permet de souvenir aux besoins de leurs familles.

À l'en croire, de 2006 à nos jours, les conducteurs de tricycles payent la vignette à 12000FCFA à la mairie, en 2013 on a commencé à payer la vignette à 63000FCFA à l'impôt. « On ne peut pas payer la vignette deux fois et à la mairie et à l'impôt. En plus de cela, il nous a été interdit de circuler sur certaines voies de Bamako, mais à des heures précises, notamment sur la route de Sébénikoro, de Koulikoro, de Niamakoro 30 mètres, sur la route de l'Aéroport et sur l'ancien pont », dit-il. Ainsi, il a interpellé les autorités, en particulier la mairie de les faciliter la libre circulation, chose qu'il juge nécessaire pour la bonne entente entre mes artisans et les décideurs.

Notons que ce meeting a aussi servi de cadre pour Clément Dembélé, porte-parole de la PCC, de leur apporter le soutien de sa plateforme, tout en insistant auprès d'eux de ne laisser personne piétiner leurs droits.

■ Adama TRAORE

3eme mandat : Condé, Macky et Ouattara à l'épreuve du feu



Qu'il s'appelle Alpha Condé, Macky Sall ou encore Alassane Ouattara, l'obsession du troisième mandat risque de soulever une révolution dans leurs pays respectifs. Tout près de chez nous, l'exemple de la Mauritanie aurait pu servir de leçon à la Guinée, au Sénégal et même à la Côte d'Ivoire.

Il a jusque-là maintenu le suspense. Mais tout laisse croire qu'il va briguer un troisième mandat. La volonté soupçonnée de l'opposition pour le président de la République guinéenne, Alpha Condé, d'être candidat à sa propre succession, à la prochaine présidentielle de 2020 est sans équivoque. Alors que la Constitution guinéenne limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Une situation qui ne manque pas de mettre le pays à feu et à sang, avec notamment des manifestations ayant culminé avec mort d'homme. L'opposition et la Société civile guinéenne avaient vu juste en anticipant sur la question, depuis l'année dernière. En 2018 déjà, un front était déjà mis en place pour contrecarrer cette volonté du chef de l'Etat véhiculée, à l'époque, par ses lieutenants. «Tant que Alpha Condé est en vie, il sera le président de la Guinée. L'affaire des deux mandats engage ceux qui l'ont dit», avait déclaré en 2017 Bangaky Kourouma, ex-directeur général de la Police guinéenne. Ce qui lui avait valu d'être promu ministre-conseiller à la même année. «Le peuple va demander un troisième mandat à Alpha Condé», avait également estimé Hadja Nantenin Chérif Konaté, coordonnatrice nationale du Rpg. Mais il semble qu'Alpha Condé a lui-même nourri

cette position, lors de sa visite d'Etat en France où il avait déclaré, on s'en souvient : «Arrêtons avec ce dogmatisme de savoir si la bonne chose est un, deux ou trois mandats. Cela dépend de chaque pays et de la volonté de son peuple».

2020, année d'élections en Afrique

L'obsession d'un troisième mandat risque de conduire plusieurs chefs d'Etat africains à la déchéance. Ce n'est pas seulement la Guinée qui se trouve dans cette situation. Tout près de chez nous, en Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara semble avoir pris le virus. En effet, dans un entretien récemment accordé à Jeune Afrique, il n'excluait pas l'idée d'un troisième mandat. Le leader du parti libéral RDR (Rassemblement des républicains) dont le deuxième mandat en cours expire en 2020 de confier que la bataille pour sa succession a déjà commencé. «La nouvelle Constitution m'autorise à faire deux mandats à partir de 2020. Je ne prendrai ma décision définitive qu'à ce moment-là, en fonction de la situation de la Côte d'Ivoire. La stabilité et la paix passent avant tout, y compris avant mes principes», déclare le successeur de Laurent Gbagbo. Bel revirement spectaculaire de celui qui, pourtant dans un passé récent, avait écarté toute possibilité de rempiler pour un autre mandat présidentiel. Voilà qu'il estime que le changement de Constitution de 2016 a remis tous les compteurs à zéro et que les élections de 2010 et 2015 ne comptent plus. «Je considère que les Ivoiriens doivent choisir

le prochain Président dans la paix et sans violence, comme ils l'ont fait en 2015. La démocratie et la transparence sont mes seuls objectifs», précise M. Ouattara. En insinuant une 3e candidature à l'élection présidentielle qui aura lieu en 2020, alors que la Constitution ivoirienne consacre la limitation des mandats présidentiels à deux, Ouattara s'inscrit dans le cercle des chefs d'Etat africains accusés de tripatouiller la Constitution, pour s'éterniser au pouvoir. Candidat ou pas candidat ? Alassane Ouattara continue d'entretenir le suspense. Lors d'une interview à la télévision nationale mardi 6 août dernier, le Président ivoirien déclarait qu'il rendra sa décision en 2020. A 11 mois de l'échéance, l'opposition s'organise et dénonce l'impartialité de la Commission électorale. Déjà en 2010, on se le rappelle, la contestation des résultats de l'élection avait débouché sur une crise ayant fait trois mille morts.

Le Sénégal est également dans l'orbite. Depuis quelques temps, le sujet fait l'actualité au pays de la Teranga, au point de diviser même le camp du pouvoir, poussant même le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall, à interdire formellement à ses partisans de parler de troisième mandat. Les contrevenants et les récalcitrants l'ont payé cher. Directeur des Sénégalais de l'extérieur, Sory Kaba a été démis de ses fonctions pour avoir bravé l'interdiction du chef. Et comme pour défier l'autorité suprême de l'APR, d'autres éléments du pouvoir entrent dans la danse en toute impunité, à l'image du député Boughazeli qui se prévaut de son immunité parlementaire.

La leçon d'Aziz

Pourtant, l'exemple de la Mauritanie aurait pu servir de leçon à Ouattara, à Condé et à Sall. Le président de la République mauritanienne, Mohamed Ould Abdel Aziz, a bouclé son deuxième mandat en 2019. Il n'y a eu aucune tentative pour modifier la Constitution, en vue de briguer un troisième mandat. L'opposition qui a longtemps demeuré sceptique à l'idée qu'il allait céder le pouvoir l'année prochaine s'est vite rendue compte de l'évidence. «La révision de la Constitution n'a pas pour but de me représenter pour un troisième mandat comme le prétend l'opposition», rassurait le Président Abdel Aziz. Promesse respectée car il a cédé le fauteuil à son successeur Ga-

zaouani. Ces trois chefs d'Etat précités veulent-ils s'inscrire dans le cercle des présidents qui s'éternisent au pouvoir ? En tout cas, les expériences de Khadafi, Jammeh, Hosni Moubarack ou encore Ben Aly semblent n'avoir guère servi de leçons à certains dirigeants du continent noir. Certains perdurent au pouvoir, d'autres tentent d'obtenir un troisième mandat, pendant que leur Constitution limitent les mandats présidentiels à deux. Les uns taillent la Constitution à la mesure de leur volonté, les autres refusent d'organiser des élections à la fin de leur mandat. Ils n'hésitent pas à marcher sur un pont de cadavres pour accéder à la magistrature suprême. Aux fins de conserver leur couronne, toutes les méthodes sont bonnes : emprisonnement d'opposants politiques ou des leaders de la société civile hostiles au régime, disparition forcée, exil, etc.

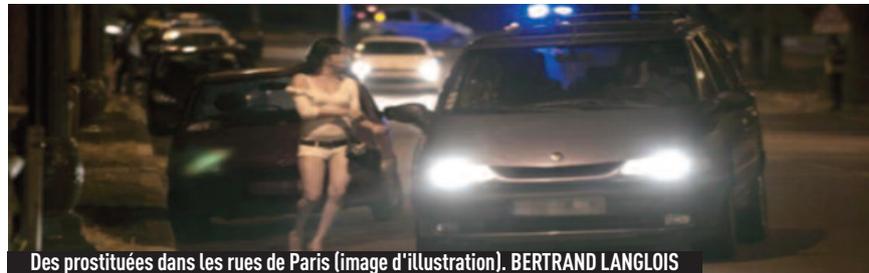
Le temps des «Présidents à vie»

Dans la catégorie des «Présidents à vie», on peut citer, pêle-mêle, la «dynastie Gnassingbé» qui règne au Togo depuis 50 ans. En Algérie, Bouteflika, nourrissait l'espoir de briguer un 5e mandat présidentiel, après un 4e obtenu en 2014, à l'âge de 81 ans. Mais le destin en a décidé autrement. La Constitution algérienne limitait pourtant à deux le nombre de mandats d'un président de la République.

Au Cameroun, Paul Biya est fier de ses 37 ans de règne sans partage. Celui qui a remplacé Ahmadou Ahidjo à la tête du pays totalise 36 années de pouvoir. Que dire de Denis Sassou Nguesso du Congo, surnommé le 3e papy africain ? En Ouganda, Museveni qui est au pouvoir depuis trois décennies, a verrouillé son emprise. Ce pays n'a jamais connu d'alternance politique pacifique, depuis son indépendance en 1962. Au Tchad, Déby qui a remplacé Habré comptabilise 37 ans de règne sans partage. La même situation prévalait et continue de prévaloir en Guinée Equatoriale, en RDC où l'on est resté deux ans sans élection, au Soudan, en Djibouti, au Rwanda, en Burundi et en Érythrée, un pays sans transition.

■ Pape NDIAYE

France : Le procès d'un réseau de prostitution de jeunes Nigérianes débute à Lyon



Des prostituées dans les rues de Paris (image d'illustration). BERTRAND LANGLOIS

Ce mercredi s'ouvre à Lyon le procès d'un vaste réseau de prostitution de jeunes femmes venues du Nigeria par une filière très organisée entre Benin City et Lyon, depuis 2015. Une fois sur place, elles étaient contraintes de rembourser des milliers d'euros avant de pouvoir retrouver leur liberté. Sur le banc des prévenus, on ne retrouve pas moins de 23 personnes. Il s'agit d'hommes et de femme, tous de nationalité nigériane à l'exception d'un Français. Chacun de ces protagonistes est soupçonné d'avoir joué un rôle bien précis dans ce vaste réseau de prostitution, qui aurait rapporté jusqu'à 150 000 euros par mois.

« Mamas » proxénètes

De la tête de l'organisation, Stanley Omoregie, un pasteur recruteur à la loueuse de camionnettes pour les prostituées, en passant par les « mamas » proxénètes jusqu'aux membres chargés de blanchir l'argent sale, tous doivent répondre de leurs actes devant la justice. Parmi eux, Jessica Edosomwan, 26 ans, l'une des criminelles les plus recherchées d'Europe par Interpol. Cette dernière manquera cependant à l'appel, faute d'avoir été retrouvée par la police. Pour les autres prévenus, il s'agira de lever le voile sur la manière dont ils organisaient le quotidien de ces esclaves sexuelles, recrutées au Nigeria et exploitées sur les trottoirs lyonnais.

Dix ans de prison

Chacun d'entre eux encourent 10 ans de prison notamment pour aide au séjour irrégulier, proxénétisme aggravé, traite d'êtres humains,

blanchiment d'argent le tout en bande organisée. Face aux prévenus, 17 prostituées se sont constituées partie civile ainsi que deux associations spécialisées dans l'action contre le proxénétisme.

Du Nigeria aux trottoirs de Lyon

Lors de leurs auditions face aux enquêteurs, les prostituées décrivent toutes le même modus operandi : Au Nigeria, dans la province sud de Benin City, fortement touchée par le chômage, elles sont d'abord approchées par une personne qui leur propose de venir travailler en Europe comme coiffeuse ou serveuse dans un restaurant.

Une fois la proposition acceptée, les jeunes filles âgées de 17 à 38 ans s'engagent à rembourser jusqu'à 30 000 euros pour le voyage et le service rendu. Afin de s'assurer de leur docilité, les membres du réseau leur font passer le rite vaudou du « juju », véritable emprise psychologique et croyance selon laquelle si elles tentent de fuir une fois en Europe, leurs familles et elle-même deviendront folles.

Après plusieurs semaines de transit par la Libye et des embarcations de fortunes sur la Méditerranée, les victimes arrivent en Italie puis en France. Elles découvrent alors qu'elles devront se prostituer pour payer leur logement et rembourser leur dette. Certaines reconnaissent avoir dû accepter des rapports sexuels pour une dizaine d'euros, sous la pression des « mamas » du réseau qui confisquaient leurs papiers d'identité. L'argent ainsi récolté par l'organisation, jusqu'à 150 000 euros par mois, était quant à lui envoyé au Nigeria de façon occulte.

Football : Le Bayern Munich limoge son entraîneur Niko Kovac

Niko Kovac n'a pas résisté à la gifle reçue samedi en Bundesliga sur le terrain de Francfort (5-1). Le technicien croate, nommé en juillet 2018 pour succéder à Jupp Heynckes, a été démis de ses fonctions dimanche 3 novembre. Une décision prise par le président du club Karl-Heinz Rummenigge, le directeur sportif Hasan Salihamidzic, et Niko Kovac lui-même, à en croire le communiqué diffusé. « Les performances de notre équipe ces dernières semaines et les résultats nous ont montrés qu'il fallait du changement », explique Rummenigge. L'entraîneur adjoint Hans Flick va prendre la suite dans un premier temps, en attendant



l'arrivée possible d'un nouvel entraîneur. Le Bayern Munich occupe la quatrième place en Bundesliga et la première place du groupe B en Ligue des champions (trois matches, trois

victoires, meilleure attaque de la compétition). La saison dernière, Niko Kovac a été sacré champion d'Allemagne et a remporté la Coupe d'Allemagne avec les Bavarois.

Championnat : Résultats de la 6e Journée et suites des programmes

La 6e journée de la Ligue 1 a démarré hier lundi avec 6 matches au programme. Elle se poursuivra ce mardi avec l'intéressante affiche Onze Créateurs-COB. En attendant ce duel, voici le résultats des matches déjà joués.

Programme de la 6e journée

Lundi 4 novembre

Stade Mamadou Konaté
AS Police-AS Nianan: 5-1
Stade du 26-Mars
AS Black Stars-AS Sabana: 0-3
Usfas-CSK: 2-1



Stade Modibo Keita
AS Réal-AS Bakaridjan: 1-1
Yeleen Olympique-ASOM: 1-2
Stade Vincent Traoré de Kati
Mamahira AC-ASB: 0-0

Dimanche 10 novembre
Stade Modibo Keita

Djoliba-CS Duguwofila, 16h
Stade Kasse Keita de Gao
Sonni AC-AS Performance, 15h45
Stade de Tombouctou
Avenir AC-LCBA, 15h45

■ **Alassane Cissouma**



♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Avec le sentiment de ne pas être reconnu à votre juste valeur viendront les envies d'occuper une place plus avantageuse. Le trigone Mars/Pluton vous incitera à définir votre nouvelle politique professionnelle, mais vous serez seul à trouver les réponses.

Avec la Lune transitant dans votre secteur II, la majorité de vos dépenses iront vers des achats qui contribueront à votre bien-être et à votre confort quotidien. Mais comme vous aurez aussi le sens de l'économie, vous vous ferez plaisir à petits frais.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Saturne sera de bon conseil en vous incitant à ne pas agir dans la précipitation. Mariez stratégie et tactique en vous rendant indispensable, sans donner l'impression à vos collègues de faire du zèle. Ainsi, vous parviendrez à museler les jaloux.

L'entente astrale Mercure/Vénus dans votre secteur argent fera le jeu de vos affaires. Une situation nouvelle se mettra en place, qui générera de bonnes opérations financières, vous sécurisera et vous permettra de penser à votre avenir plus sereinement.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes sur le point de finir une tâche. Elle peut demander des concessions. Un manque de collaboration pénalise votre travail. L'activité peut se dérouler dans des conditions difficiles. Prenez votre mal en patience, une amélioration arrive bientôt.

Une légère restriction est possible pour maintenir l'équilibre. Elle peut vous demander d'être très patient. Si vous souhaitez acquérir du mobilier ou un achat cher, attendez. Faire des soldes, ou dénicher la bonne affaire est la meilleure solution.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Intérimaire, vous essayerez de vous faire embaucher en CDD. En effet, l'entreprise dans laquelle vous travaillez est connue pour être généreuse en termes de prime de participation et d'intéressement. Pour en bénéficier, il faut être en CDD ou en CDI !

Ami Cancer, vous retrouverez une situation financière un peu moins chahutée. En effet, grâce à la présence décisive de la planète Mars, plus rien ne viendra, à priori, perturber l'équilibre de votre trésorerie, et à fortiori de votre budget !



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Vous commencerez à obtenir satisfaction. À vous de ne pas baisser les bras et de vous acharner. Votre comportement redeviendra bienveillant et vous aurez l'occasion de retrouver une ambiance plus agréable au sein de votre activité professionnelle.

Mars dans votre maison II pourrait déclencher des imprévus coûteux que vous ne parviendrez pas toujours à gérer de la meilleure façon. Vous prendrez le risque de voir vos dépenses s'envoler sans avoir les moyens de combler votre découvert bancaire.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Mieux armé et plus confiant dans vos possibilités d'agir, vous sortirez de votre réserve avec des initiatives qui séduiront. Vous discuterez avec votre boss de modifications à envisager, idéal pour vous rendre indispensable sans l'avoir cherché.

Vénus de passage dans votre secteur financier générera des revenus supplémentaires. Vous aurez l'ambition de gagner plus d'argent, car vous aspirerez à un certain confort, à une meilleure qualité de vie. Mercure facilitera vos démarches matérielles.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un nouveau poste est en pourparlers. Il peut être appuyé par un collaborateur. Vous pouvez approuver ce soutien qui vous donne du réconfort. Des perspectives d'avenir se présentent. Accordez-vous confiance, car la vie vous fait évoluer favorablement.

Une meilleure gestion de votre trésorerie aide à faire des achats dédiés aux loisirs. Les revenus stables apportent une sérénité. En faisant attention, peu d'instabilité est à craindre pour la journée. Seule une invitation pourrait occasionner des frais.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Après avoir fourni des efforts considérables, vous serez conforté dans l'idée que vous resterez encore pour longtemps dans l'entreprise où vous travaillez actuellement. Vous vous cramponnez solidement à votre contrat et à votre poste de travail.

Les bénéfices engrangés par votre activité professionnelle dépasseront largement vos prévisions les plus optimistes. Ami Scorpion, vous profiterez d'une relance professionnelle qui aura rapidement d'heureuses répercussions sur votre pouvoir d'achat.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Avec Uranus, il sera question de stabilité et de changement. Oui, en même temps ! Il y aura des réajustements à opérer, mais qui seront de bon augure, car ils vous permettront de solidifier votre position, mais vous devrez sortir de vos habitudes.

Des travaux vous coûteront plus cher que prévu, ce qui n'aura rien d'étonnant avec Saturne dans votre secteur II. Des factures liées à l'entretien de votre maison augmenteront. Gérer tout cela ne sera pas une mince affaire, aussi évitez les négligences.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

En raison des mille questions qui vous traverseront l'esprit, il vous sera difficile de vous concentrer, ce qui sera pourtant indispensable. Vous devrez redoubler d'efforts, mais vous aurez la tête ailleurs. Attention, car vos résultats s'en ressentiront.

Vos indicateurs financiers, sans être dans le rouge, clignoteront à l'orange. Vous aurez beaucoup de factures à payer, d'où une difficulté passagère pour maîtriser votre budget. Anticipez un rappel à l'ordre en prévenant aimablement votre banquier.



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous trouvez des astuces pour travailler dans de meilleures conditions. La coopération avec un collègue apporte du réconfort. Vénus en Balance vous aide à avoir une journée satisfaisante. Vos tâches sont finalisées et appréciées par votre hiérarchie.

Vous devez être encore prudent dans votre gestion. Les charges obligatoires entravent les loisirs. Vous privilégiez les règlements. Une légère frustration se fait sentir. La patience est recommandée pour ne pas engendrer de découvert avant la fin du mois.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Vous pourrez être très efficace dans bien des domaines, mais pas si vous faites tout à la fois ! C'est pourquoi, abordez un projet, un souci ou un dossier à la fois. Votre seul petit défaut ? Ne pas savoir vous arrêter à temps... Pas bien méchant !

Le punch revivifié de Saturne associé à la sagesse de Pluton vous attirera toutes les bonnes grâces financières. Ces deux planètes vont bonifier vos investissements. Du coup, il s'en suivra un enchaînement de projets excessivement lucratifs.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA